



PHOTO: © UNICEF/UN03/00975/RANDAZZO

«Les enfants sont notre avenir à tous. Chaque enfant a droit à la santé, à une instruction scolaire et à la protection. Je m'engage activement pour que tous les garçons et les filles bénéficient de ces droits.»

Bettina Junker, Directrice générale d'UNICEF Suisse et Liechtenstein

unicef 

pour chaque enfant



Une instruction scolaire pour les enfants vulnérables au Rwanda, page 12

Près de **30 pour cent** des enfants n'achèvent pas le cycle primaire.



Des chances de développement égales pour tous les enfants de Bolivie, page 22

Durant les six premiers mois de 2019, l'UNICEF a pu fournir des compléments de vitamine A à **30 pour cent** des enfants boliviens de moins de cinq ans.



Programmes en faveur de l'abandon de l'excision, page 4

D'ici à 2030, on estime que **50 millions** de petites filles sont menacées par une excision sur le continent africain.



Instruction scolaire et protection pour les enfants brésiliens, page 15

Près d'**1 million** d'enfants doivent travailler et ne vont donc pas à l'école, parce qu'ils sont pauvres.



Pour un monde sans polio, page 25

Les cas de polio ont diminué de **99 pour cent** au cours de ces 30 dernières années grâce à de vastes campagnes de vaccination.



Instruction des filles en Inde, page 8

Bihar: **50 pour cent** des filles interrompent leur formation avant la fin de la scolarité obligatoire.



Amélioration de la qualité de l'enseignement au Bhoutan, page 18

Plus de **7000** enfants fréquentent les 400 écoles des monastères du Bhoutan, la plupart par nécessité.



Chers amis et amies de l'UNICEF,

Dans cette brochure, j'aimerais vous emmener en voyage – de la Bolivie et du Brésil en Amérique du Sud au Bhoutan et en Inde en Asie en passant par le Rwanda, le Burkina Faso et la Guinée en Afrique. Vous allez lire des histoires qui concernent des enfants particulièrement désavantagés. Même si ce que vit chaque enfant est très différent, quelque chose de précieux les unit: ces filles et ces garçons savent que vous, les donateurs et les donatrices, êtes à leurs côtés. Grâce à votre parrainage de projet UNICEF, ces enfants ont une chance équitable.

Dès mon entrée en fonction comme directrice générale d'UNICEF Suisse et Liechtenstein, j'ai été convaincue par le caractère durable du travail accompli par l'UNICEF dans le cadre de ses programmes. Chaque jour, des milliers de collaborateurs et de collaboratrices de l'UNICEF s'investissent à fond pour la survie et le bien-être des filles et des garçons. Notre travail repose sur plus de 70 ans d'expérience et permet ainsi des changements dans la durée: l'UNICEF connaît la situation locale de chaque pays et travaille en étroite collaboration avec les décideurs politiques. Aucun chemin n'est trop long pour nous – il s'agit d'aider chaque enfant.

Comme vous et avec vous, nous croyons que des changements profonds et durables sont possibles. Votre parrainage permet d'améliorer de manière sensible la vie de milliers d'enfants. Au nom de tous les garçons et les filles des pays où se déroulent nos projets, je vous remercie de tout cœur pour votre confiance et votre précieux soutien.

Bettina Junker, Directrice générale d'UNICEF Suisse et Liechtenstein

Reconnaître les petites filles intactes comme parfaites

Dans beaucoup de pays, les parties génitales des petites filles sont mutilées – une pratique qui entraîne des maux physiques et psychiques, qui met la vie en danger et empêche le progrès. Plus de 200 millions de filles et de femmes sont excisées dans le monde et la plupart vivent en Afrique. Les raisons de ces pratiques sont complexes et il est difficile de faire changer cette norme sociale profondément enracinée. Mais les programmes de l'UNICEF ont de l'effet: le pourcentage des femmes excisées diminue.



C'est une bonne nouvelle: à l'échelle du globe, les filles sont de moins en moins nombreuses à subir une mutilation génitale. Ceci se vérifie également dans les Etats d'Afrique particulièrement concernés, comme par exemple la Guinée et le Burkina Faso. Alors que dans les années 1980, une fille sur deux de 15 à 19 ans était excisée, la proportion aujourd'hui n'est «que» d'une fille sur trois – dans les 30 Etats pour lesquels des données sont disponibles. Mais il reste beaucoup à faire, car dans les pays africains, les taux de natalité sont élevés. D'ici à 2030, on estime que 50 millions de petites filles sont menacées par une excision sur le continent africain. A l'échelle du globe, leur nombre pourrait atteindre 68 millions. L'UNICEF lutte contre l'excision dans de nombreux pays et à tous les niveaux: le Fonds des Nations Unies pour l'enfance collabore avec les gouvernements, les autorités sanitaires, les assistantes sociales, les responsables de l'éducation, les responsables des décisions au niveau local et les médias. L'UNICEF contribue ainsi à mettre fin aux pratiques néfastes comme l'a inscrit l'ONU en 2016 dans ses Objectifs de Développement Durable ODD (Sustainable Development Goals, SDG). L'ODD 5 «Parvenir à

l'égalité des sexes et permettre à toutes les femmes et les filles d'acquérir leur autonomie» précise explicitement dans l'objectif partiel 5.3 qu'il s'agit d'éliminer la mutilation génitale féminine.

Les normes sociales mettent les femmes sous pression

Les femmes excisées doivent faire face, souvent à vie, aux séquelles d'ordre physique et psychique. Les infections, l'incontinence et les douleurs lors des rapports sexuels sont les maux les plus fréquents. La mutilation génitale est souvent justifiée à tort par des préceptes religieux. Cette pratique est toutefois plus ancienne que le christianisme et l'islam – et n'est exigée ni par la Bible ni par le Coran. L'excision est considérée par beaucoup comme une norme de conduite sociale. Depuis des générations, les familles et les particuliers maintiennent cette pratique parce qu'ils croient que leur communauté attend cela de leur part. Dans beaucoup de pays, les filles et les femmes non excisées sont considérées comme impures et elles portent ainsi préjudice au statut de toute la famille. Seules les filles excisées sont jugées aptes au mariage. Toute personne qui s'y oppose risque l'exclusion. Dans les régions rurales et pauvres, les familles ne peuvent pas se permettre d'être exclues de la communauté. Les normes sociales ont plus de poids que la loi. C'est le cas aussi au Burkina Faso: bien que l'excision y soit interdite depuis 1996, elle continue d'être pratiquée.

Informé au moyen d'une chanson

Mais il y a des femmes qui résistent. Par exemple Latifatou Compaoré, que tous appellent Latty. Latty a 14 ans et vit au Burkina Faso où 42 pour cent des filles de 15 à 18 ans sont excisées. La mère de Latty a vu, alors qu'elle subissait elle-même

Situation en Guinée

En Guinée, 97 pour cent des filles et des femmes de 14 à 49 ans sont excisées; la proportion atteint 45 pour cent chez les filles de moins de 14 ans. Toutes les couches de la société sont concernées de manière similaire. Dans le sixième pays le plus pauvre du monde, les filles sont mariées très jeunes et la pression sociale qui pousse à les faire exciser avant est

très forte. 67 pour cent des femmes et 58 pour cent des hommes âgés de 15 à 49 ans sont favorables à la pratique des MGF. Les programmes de l'UNICEF touchent tous les échelons de la politique et de la société. Au total, 180 000 filles devraient être protégées contre la MGF ou avoir accès à un soutien médical, psychosocial et juridique.



La mutilation génitale entraîne des séquelles à vie pour les filles concernées.



l'excision, une autre fille mourir d'hémorragie. Elle s'est alors promis de ne jamais exposer ses filles à ce danger.

Inspirée par sa mère courageuse, Latty savait qu'elle voulait s'engager activement contre les mutilations génitales féminines. La chanteuse talentueuse, habituée des réseaux sociaux, a repris la chanson «Excision» diffusée à la radio et à la télévision. Sur Spotify, YouTube et la page Facebook de Latty, elle a été cliquée des milliers de fois. Elle est soutenue et encouragée par beaucoup de gens, explique la jeune fille pleine d'assurance;

bien sûr, il y a aussi des voix qui lui demandent de se taire. Mais elle n'y pense pas.

Des communautés entières s'engagent

La chanson de Latty atteint des milliers de personnes par le biais des réseaux sociaux mais pour mettre fin à une pratique vieille de centaines d'années, il faut faire beaucoup plus. L'UNICEF a commencé par exemple au Soudan à qualifier les petites filles non excisées de «saleema»; ce mot signifie parfait, sain, intact en arabe. «Saleema» a pour

Programmes en vue de l'abandon de l'excision



Parvenir à changer les mentalités: le travail d'information fait prendre conscience que l'excision est une pratique néfaste et que les filles non excisées sont des personnes à part entière.



but de déclencher une discussion et de faire apparaître clairement que les filles intactes sont belles. Cette approche «Saleema» a un tel succès au Soudan qu'elle sera étendue à d'autres Etats africains, par exemple au Burkina Faso et à la Guinée.

L'UNICEF informe et forme les décideurs locaux, les travailleurs sociaux et les professionnels de la santé, de manière à ce qu'ils puissent avoir des entretiens bien documentés dans les villages et les communes. Ils véhiculent une image positive des filles non excisées et expliquent que la mutilation génitale est une violation des

droits humains et qu'elle est interdite. Ils montrent aussi en même temps les conséquences importantes pour la santé. Le but: une déclaration publique officielle de toute la communauté qui s'engage à renoncer à la pratique des MGF. Car il est plus facile de faire changer les choses ensemble que seul. En 2018, 1621 communautés ont banni publiquement la mutilation génitale féminine au Burkina Faso, 300 de plus que ce qu'escomptait l'UNICEF. Par ailleurs, 1884 communautés qui avaient déjà renoncé à la pratique ont pris des mesures pour surveiller l'application de la décision et au besoin intervenir par voie judiciaire.



Que fait l'UNICEF?

Depuis plus de vingt ans, l'UNICEF lutte dans le monde entier contre l'excision. Les programmes tiennent compte des conditions spécifiques aux pays concernés et incluent toujours plusieurs dimensions différentes. UNICEF Suisse et Liechtenstein soutient actuellement des programmes en Guinée et au Burkina Faso. Ces programmes ont pour but, grâce à un travail d'information approfondi, de susciter un changement d'attitude dans l'ensemble de la population. Les filles non excisées doivent être reconnues comme des personnes d'égale valeur; la mutilation génitale féminine (MGF) doit être considérée comme une violation des droits de l'enfant et des droits humains et être frappée d'une interdiction. Les femmes et les filles excisées bénéficient d'un soutien.



Briser l'engrenage de la pauvreté: l'instruction scolaire favorise l'égalité des chances, la confiance en soi et un meilleur salaire.

Les connaissances sont la voie pour sortir de la pauvreté

Dans l'Etat indien du Bihar qui compte 104 millions d'habitants, cinquante pour cent des filles interrompent leur formation avant la fin de la scolarité obligatoire. Une grande partie appartient aux groupes de la population les plus marginalisés. De ce fait, la moitié des femmes et le tiers des hommes ne savent ni lire ni écrire. L'UNICEF s'emploie à permettre aux enfants des castes inférieures du Bihar d'avoir eux aussi accès à une formation scolaire.



Le Bihar est l'un des Etats les plus densément peuplés de l'Inde. La majeure partie des gens travaillent dans l'agriculture, mais les sécheresses, les inondations et les tempêtes qui surviennent avec une fréquence et une violence jusqu'alors inconnues réduisent fortement les rendements. Les infrastructures sont en outre peu développées: le réseau routier est insuffisant, il y a trop peu d'écoles, etc.. La dureté du quotidien a des conséquences. Au Bihar, plus d'un million d'enfants doivent travailler, près de quarante pour cent des filles sont mariées alors qu'elles sont mineures et 1500 enfants sont annoncés chaque année à la police comme disparus. Les deux tiers de la population qui

font partie des dalits et des mahadalits – les groupes les plus défavorisés – sont affectés par cette situation dans des proportions supérieures à la moyenne.

Briser l'engrenage

En raison de cette misère, 1,1 millions de garçons et de filles quittent l'école avant la fin des neuf années obligatoires. La plupart de ces enfants font partie des groupes de la population les plus défavorisés. Ils abandonnent ainsi l'espoir de pouvoir donner un jour un tour positif à leur vie. Ils restent, comme leurs parents, les plus pauvres des pauvres. L'UNICEF s'emploie à briser le cycle de l'analphabétisme et de la pauvreté

Formation des parents

L'absence d'instruction scolaire est l'une des raisons majeures des mariages précoces. Il est donc crucial que les parents prennent conscience de cette corrélation et accordent à leurs filles le droit de s'instruire. Dans le cadre des efforts déployés pour améliorer le taux de scolarisation, l'UNICEF implique donc aussi les pères et les mères. Plus de dix mille collaborateurs et collabo-

trices formés à cet effet expliquent, à l'aide d'entretiens et de brochures, que chaque enfant – fille ou garçon – a la même valeur. L'UNICEF porte une attention particulière au sort des filles des castes les plus défavorisées. Une formation à un niveau plus élevé devrait être possible pour elles aussi.



et à faciliter le retour à l'école du plus grand nombre d'enfants possible.

Chanda Kumari fait partie de ces enfants. Chanda appartient à la caste des mahadalits; elle a 14 ans et vit dans le village de Bata Mushari Tola. Sa mère, Laxmi Devi, est responsable du ménage et s'occupe des quatre frères et sœurs cadets de Chanda. Son père, Maltu Manjihi, travaille comme journalier sur les chantiers. Comme il ne gagne que 126 dollars par mois et que c'est insuffisant pour permettre à tous ses enfants de s'instruire, il a retiré Chanda de l'école en 2017. Au lieu de pouvoir poursuivre sa 6^e année, elle a dû, étant l'aînée, rester à la maison et aider sa mère au ménage.

Cours du soir et bibliothèques mobiles

Mais Chanda a eu de la chance. Elle est entrée en contact avec l'UNICEF. Avec le concours de ses organisations partenaires, l'UNICEF s'occupe d'enfants comme Chanda et leur permet de se former – à l'aide de solutions de transition comme des centres d'apprentissage mobiles ou des cours du soir. Les centres d'apprentissage mobiles se déplacent de village en village dans des bus et sont équipés de bibliothèques et d'ordinateurs. Grâce à ce soutien actif, les chances augmentent pour les

filles et les garçons défavorisés de pouvoir terminer leur scolarité obligatoire.

Le retour à l'école est en même temps une base essentielle qui aide les enfants à prendre confiance en eux et à réussir ainsi par la suite à décider eux-mêmes de leur vie. Ceci revêt une importance particulière pour les filles des castes inférieures. Sans instruction scolaire, elles courent le risque d'être mariées alors qu'elles sont mineures ou d'être forcées à travailler. Parallèlement à l'instruction scolaire des enfants, l'UNICEF sensibilise aussi les parents et les communautés en leur montrant combien une bonne formation est importante, en particulier pour les filles. Ils sont amenés à prendre conscience que les connaissances posent les fondements d'une vie meilleure (voir encadré «Formation des parents»).

Chanda est devenue porte-parole de sa classe

Après une année d'interruption, Chanda Kumari a pu retourner dans une école régulière. Elle est en 8^e année à Bihta, une ville voisine. Son instituteur Niket Kumar confirme lui aussi que Chanda a fait de grands progrès grâce à la solution de transition de l'UNICEF. Chanda a acquis de nouvelles connaissances et elle a développé en outre sa personnalité et a endossé le rôle «d'une sorte de porte-parole de la classe».

Elle a expliqué par exemple aux autres élèves de la classe qu'ils auraient avantage à faire leurs devoirs scolaires en groupes, en y apportant la dimension d'un jeu. Elle a découvert ces deux techniques grâce à l'UNICEF. Chanda a déjà des projets d'avenir: «Mon but est de devenir enseignante de mathématiques.» En même temps, elle pense aussi aux autres: «J'aimerais enseigner à des enfants défavorisés comme je l'étais.» Pour l'heure, elle s'exerce



Protection contre les mariages précoces: des personnes formées spécialement sensibilisent les parents à l'importance de l'instruction scolaire.



pour sa future carrière et le soir, elle donne des leçons de rattrapage à ses frères et sœurs cadets. Ses parents s'en réjouissent.

Une application permet de répertorier les enfants non scolarisés

En s'investissant en faveur d'enfants comme Chanda, l'UNICEF empoigne l'un des problèmes non résolus du Bihar. En collaboration avec le ministère indien de l'éducation ainsi que d'autres partenaires, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance

a mis en place une solution pour repérer les filles et les garçons sans accès à l'école (voir encadré «Recherche active»). L'UNICEF et ses partenaires peuvent suivre ainsi l'évolution des enfants dans la durée et concevoir des stratégies pour assurer une scolarité complète. Chanda est très heureuse du soutien apporté par l'UNICEF. La possibilité de fréquenter les centres d'apprentissage mobiles et les cours du soir a été, comme elle le dit, «un tournant dans ma vie» et en même temps «le merveilleux début de ma carrière».

Recherche active

Dans l'Etat du Bihar, une grande partie des enfants des castes inférieures ne vont pas à l'école. Pour que ces filles et ces garçons puissent être scolarisés, il faut d'abord les trouver. Mais comment? L'UNICEF forme et renvoie dans chaque village, en collaboration avec le ministère indien de l'éducation et d'autres partenaires, des fonctionnaires qui ont pour tâche d'identifier les enfants non sco-

larisés. A l'aide d'une application spéciale, les fonctionnaires établissent les profils numériques des enfants et introduisent les informations dans une base de données. Grâce à cette nouvelle méthode, il a déjà été possible de repérer 12 499 filles et garçons et de tirer au clair les raisons de leur non scolarisation. Après leur retour à l'école, l'application permet aussi de suivre l'évolution ultérieure des enfants.

Que fait l'UNICEF?

Pour l'UNICEF, l'instruction scolaire est l'un des leviers majeurs pour répondre à la pauvreté. L'UNICEF aide donc le gouvernement indien à permettre à tous les enfants de 6 à 14 ans d'aller à l'école – comme le prévoit la loi. Le but est de réduire de six à trois millions le nombre des enfants dont l'instruction scolaire est insuffisante. L'UNICEF s'investit de manière particulièrement active en faveur des filles. Chaque année de formation supplémentaire peut augmenter jusqu'à 25 pour cent le salaire futur. La formation scolaire réduit en outre la probabilité que les filles soient forcées à travailler ou mariées alors qu'elles sont mineures. L'UNICEF aide ainsi l'Inde à se rapprocher du quatrième Objectif de Développement Durable de l'ONU, à savoir «Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie».

Une formation scolaire pour les
enfants défavorisés au Rwanda

PHOTO: © UNICEF/UN032907/NKINZINGABO

Un apprentissage scolaire plus
performant: la qualité de
l'enseignement joue un rôle
majeur.

Un bon enseignement pour réussir à l'école

Aujourd'hui, près de nonante pour cent des enfants sont scolarisés à l'échelle de la planète – un grand succès. Mais des sujets d'inquiétude subsistent: en effet, 617 millions d'enfants ne savent ni lire ni écrire même s'ils sont allés à l'école. Et dans les pays à bas revenu, quarante pour cent des enfants n'achèvent pas le cycle primaire. Cette «*crise de l'apprentissage scolaire*» concerne aussi au Rwanda. Là, l'UNICEF soutient la formation initiale et continue du personnel enseignant – car la réussite scolaire des élèves dépend étroitement de ce qui est enseigné et des méthodes utilisées.



Au Rwanda, 97 pour cent des enfants sont scolarisés – un pourcentage élevé par rapport aux pays voisins. Mais le Rwanda continue de faire partie des pays les plus pauvres du monde. Près de trente pour cent des enfants n'achèvent pas le cycle primaire. De plus, ils s'en sortent mal lors des tests de lecture et de calcul: pour la lecture, ils obtiennent la moitié des points possibles, pour le calcul, un tiers seulement. En quittant l'école, beaucoup de filles et de garçons n'arrivent pas à lire un horaire de bus ou à compter la monnaie.

Crise mondiale de l'apprentissage scolaire

Pouvoir aller à l'école ne signifie pas que l'on y apprend quelque chose. Pour la première fois dans l'histoire, il y a plus d'enfants dans le monde qui n'ont presque rien appris malgré leur scolarisation que d'enfants qui ne sont jamais allés à l'école. Les mauvaises performances des enfants du Rwanda ne sont donc pas un phénomène local mais l'expression d'une crise mondiale de l'apprentissage scolaire.

Des mentors pour les enseignantes et les enseignants

Le programme de mentorat mis en place avec le concours du ministère de l'éducation et d'autres acteurs compte plusieurs étapes. Il s'agit d'abord de former les 832 mentors régionaux qui transmettent leurs connaissances aux mentors de toutes les écoles de leur région. Les mentors scolaires sont responsables de leur côté de la formation continue et de l'évolution professionnelle des enseignantes et enseignants dans

leur école. Tous les enfants qui fréquentent les écoles publiques du Rwanda en tirent profit: ils bénéficient d'un enseignement varié, individuel et adapté à leurs besoins qui leur facilite le processus d'apprentissage. Le programme de mentorat a pour but de permettre à tous les garçons et les filles – y compris ceux qui sont particulièrement vulnérables – de bénéficier d'une instruction scolaire complète de bonne qualité.



L'UNICEF estime qu'en 2030, un tiers des écoliers dans les pays à bas revenu n'auront même pas acquis les compétences de base en lecture, écriture et calcul. 420 millions de filles et de garçons seront donc privés de la perspective de pouvoir mener une vie sûre et autonome en accord avec leur décision personnelle.

La formation est la clé du développement social et économique. Ce sont les pays les plus pauvres qui sont les plus touchés par le déficit des performances scolaires. Car

Un enseignement meilleur pour chaque enfant

Plusieurs raisons expliquent les mauvaises performances scolaires dans le monde; toutefois, de nombreux indices tendent à faire penser que la qualité de l'enseignement joue un rôle majeur. De nombreux enseignants et enseignantes n'ont souvent pas beaucoup plus de connaissances que les enfants et n'ont pas suivi de formation pédagogique et didactique solide. C'est pourquoi l'UNICEF met l'accent



Susciter une attitude positive: grâce à des méthodes créatives, Christian a retrouvé le goût d'apprendre.

lorsqu'un Etat dispose d'un petit budget pour la formation et que ce dernier doit suffire pour beaucoup d'enfants, la qualité en souffre. Cela signifie précisément: le personnel enseignant est trop peu nombreux et mal formé. Un personnel enseignant bien formé est toutefois déterminant pour les résultats scolaires. C'est pourquoi la formation initiale et continue est une priorité du travail de l'UNICEF au Rwanda.

Le plaisir d'apprendre

Christian, 19 ans, qui vient de la province de Ngoma à l'Est, sait par expérience à quel point des enseignants bien formés sont importants. Il est l'un des premiers à retourner en classe après la pause. Cela n'a pas toujours été le cas. Il se souvient très bien:

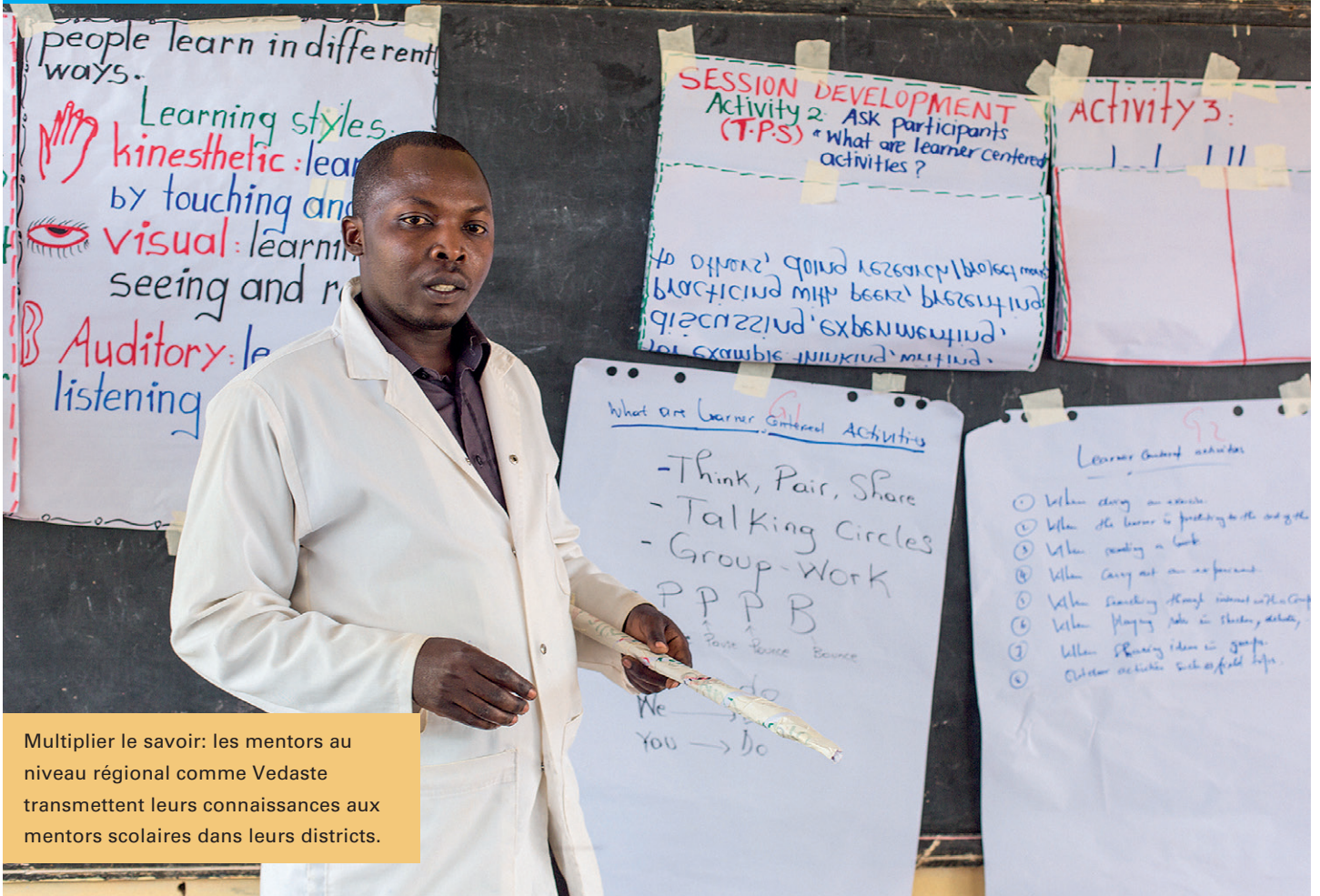
sur les plans d'études et la formation – en espérant continuer, parallèlement, de réduire le taux d'abandon scolaire qui stagne depuis dix ans à quarante pour cent dans les pays les plus pauvres.

«Avant, l'école était ennuyeuse; nous étions assis et les enseignants parlaient toute la journée. Mais cela a changé quand Vedaste a commencé de travailler avec eux. Depuis lors, nous avons beaucoup à faire!»

Vedaste est l'un des 832 mentors régionaux du programme national de mentorat soutenu par l'UNICEF au Rwanda depuis 2012. De manière continue, il transmet ses connaissances aux mentors dans les écoles de son district. Depuis quelques années, Vedaste travaille lui-même dans l'école de Christian comme mentor des enseignantes et enseignants. Christian poursuit: «Vedaste leur montre par exemple comment travailler eux-mêmes en groupes, comme s'ils étaient encore des élèves. Et ensuite, ils font de même dans nos classes.» Les enseignants encouragent en outre leurs élèves à être créatifs et à s'intéresser à des choses qui ont lieu à l'extérieur de l'école. De cette façon, Christian aime apprendre.

Les mentors sont des multiplicateurs de savoir

Les mentors comme Vedaste sont des multiplicateurs de savoir: ils aident leurs collègues à améliorer leurs connaissances en langue – au Rwanda, la langue d'enseignement officielle est l'anglais. Ils préparent en outre les enseignantes et les enseignants à



Multiplier le savoir: les mentors au niveau régional comme Vedaste transmettent leurs connaissances aux mentors scolaires dans leurs districts.

mieux répondre aux besoins des enfants, à leur transmettre des compétences et à les motiver à penser par eux-mêmes au lieu de les faire tout apprendre par cœur. Cette approche fondée sur les compétences qui s'appuie sur les besoins des élèves a également été introduite dans le nouveau plan d'études élaboré par l'UNICEF avec le concours du ministère de l'éducation.

Une visée centrale du programme de mentorat est de permettre à tous les garçons et les filles du Rwanda d'avoir les mêmes chances

de formation scolaire. Pour les enfants atteints de handicap, l'accès à l'école est déjà compliqué sur le plan physique. Ils sont aussi stigmatisés et très souvent, les enseignants ne savent pas comment enseigner pour répondre à leurs besoins. C'est pourquoi l'approche transmise aux mentors est inclusive et adaptée aux genres; elle les sensibilise à d'éventuelles injustices et leur fournit des outils susceptibles d'amener, par le biais des écoles, un changement de mentalité dans la société.



Que fait l'UNICEF?

Depuis plus de 20 ans, UNICEF Suisse et Liechtenstein soutient activement le travail du bureau national au Rwanda. Ces dernières années, la qualité de l'instruction scolaire est devenue une priorité. Pour améliorer les performances scolaires, l'UNICEF aide le ministère de l'éducation à concevoir des stratégies, à élaborer des plans d'études appropriés et à ajuster la formation initiale et continue du personnel enseignant. Le programme de mentorat qui existe depuis 2012 est un élément important pour améliorer dans toutes les écoles du pays la qualité de l'enseignement et, par conséquent, les résultats scolaires. L'UNICEF soutient la formation initiale et continue des mentors qui, à leur tour, forment le personnel enseignant.

Le progrès numérique permet de scolariser de plus en plus d'enfants

Au Brésil, 2,8 millions de filles et de garçons ne vont pas à l'école, ce qui les désavantage souvent à vie. Mais depuis que l'UNICEF a lancé il y a deux ans et demi l'initiative «School Active Search (SAS)», les enfants sont de plus en plus nombreux à aller à l'école. «SAS» permet aussi d'accompagner les filles et les garçons pour qu'ils n'abandonnent pas en cours de route. L'UNICEF a pour but – en accord avec le plan d'éducation national du Brésil – d'assurer l'égalité des chances et une instruction scolaire de meilleure qualité pour tous les enfants.



Les quatre sœurs de la famille Santos.

L'instruction scolaire peut briser l'engrenage de la pauvreté et de l'inégalité. Les enfants ont le droit de suivre une formation scolaire de qualité. S'ils sont soutenus, qu'ils s'approprient des connaissances et peuvent évoluer dans un environnement protégé, leur chance de pouvoir s'épanouir pleinement et de jouer un rôle actif dans la société augmente. L'école est obligatoire au Brésil, mais dans ce pays où les disparités économiques et sociales sont importantes, 6,5 pour cent des garçons et des filles de 4 à 17 ans ne sont pas scolarisés. Ils n'ont jamais eu accès à l'école ou l'ont quittée en cours de route. La pauvreté est la raison principale de cette situation: la plupart de ces enfants sont issus de familles très pauvres des régions rurales et des zones périphériques des grands centres urbains. Ils appartiennent souvent à des minorités ethniques et vivent dans des communautés autochtones et traditionnelles.

La plupart des enfants sont défavorisés de façon multiple (voir encadré «Exclus»).

Des enfants scolarisés avec succès

C'est pour permettre à ces enfants défavorisés d'aller à l'école que l'UNICEF a lancé l'initiative «School Active Search (SAS)».



Exclus

Les raisons pour lesquelles les enfants ne vont pas à l'école au Brésil:

- Ils n'ont pas accès à la formation. Les raisons à cela sont les origines, le lieu de domicile, le genre et l'orientation sexuelle, les conditions sociales, la nationalité et la religion.
- Quarante pour cent des filles et des garçons qui abandonnent l'école sont des enfants affectés par un handicap. Les filles quittent l'école en raison d'une grossesse précoce. Près d'un

million d'enfants doivent travailler parce qu'ils sont pauvres. De ce fait, la plupart ne peuvent pas aller à l'école.

- La qualité des écoles est insuffisante, les plans d'études ne sont plus d'actualité, les conditions de travail sont mauvaises pour le personnel enseignant. Quand les enfants sont scolarisés plus tard ou qu'ils doivent redoubler, ils sont trop âgés par rapport aux autres élèves; c'est l'une des raisons principales de l'abandon scolaire.



La chance d'un avenir meilleur: en plus d'apprendre à calculer, à lire et à écrire, les enfants prennent confiance en eux et esquissent des projets d'avenir.

Depuis 2017, cette stratégie contribue à mettre en œuvre le plan d'éducation national 2014–2024 et à permettre à tous les enfants de 4 à 17 ans de suivre une instruction scolaire de qualité. À l'aide d'un programme informatique conçu spécialement et d'une application gratuite facile à utiliser, les communes, les autorités et les travailleurs sociaux peuvent identifier les enfants d'âge scolaire, les scolariser et les accompagner durant tout leur parcours scolaire. «SAS» peut être utilisé sur tous les appareils numériques, aussi bien en ligne que hors ligne. Le succès est au rendez-vous: plus de 3000 communes et 15 Etats ont

adhéré à l'initiative, plus de 34 000 enfants sont accompagnés de cette manière et plus de 10 000 filles et garçons ont déjà été scolarisés avec succès. Parmi les utilisateurs potentiels de cette plateforme qui ont été informés de cette stratégie rien que durant la période de mai à septembre 2019, près de 2000 ont appris comment la mettre en application.

Confiance en soi et perspectives d'avenir

Depuis qu'une «équipe SAS» a pris contact avec leur famille en décembre 2018, Estefany Santos, 11 ans et trois de ses sœurs

cadettes vont de nouveau à l'école de manière régulière – avec enthousiasme. Avec leurs parents Adriana et Robson Santos ainsi que cinq autres frères et sœurs, elles vivent dans une petite maison équipée de deux chambres à coucher en bordure d'Itabai-anha, dans l'Etat de Sergipe.

Les filles adorent jouer dehors à «Attrape-moi» et rient à en perdre le souffle. Depuis qu'elles ont recommencé d'aller à l'école, elles ont un autre jeu favori. Elles jouent à «l'école». En général, Estefany et Izabella (9) se glissent d'abord dans le rôle de l'institutrice et apprennent ainsi aux plus jeunes à lire

L'UNICEF et l'Objectif de Développement Durable numéro quatre

Le programme de l'UNICEF est en accord avec le quatrième Objectif de Développement Durable (ODD) en faveur de «l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie». Dans cet objectif, il est précisé que

- L'encouragement précoce, l'éducation préscolaire, primaire et secondaire doivent permettre des apprentissages utiles et garantir à tous une formation technique, professionnelle et tertiaire.
- Un nombre plus élevé de personnes doivent obtenir les qualifications professionnelles nécessaires pour avoir «un travail décent».
- Les établissements scolaires bien équipés doivent être plus nombreux, le nombre des enseignantes et enseignants qualifiés doit augmenter et les enfants doivent acquérir les connaissances nécessaires pour promouvoir un développement durable.
- L'égalité des sexes et les mêmes droits doivent être valables pour les personnes défavorisées, à savoir pour «les personnes handicapées, les autochtones et les enfants vulnérables».



Un soutien pour toute la famille: grâce à l'initiative «School Active Search», le père, Robson Santos, a trouvé un emploi.

et à écrire. «C'est ainsi que nous avons appris à lire à l'école», explique Estefany. Dans leur école, les filles n'acquièrent pas seulement des savoir-faire en calcul, lecture et écriture. Elles se sentent entourées, prennent confiance en elles et esquissent des perspectives d'avenir: Estefany aimerait travailler comme médecin. Pour Izabella et Gabriela (6), tout est déjà très clair: quand elles seront grandes, elles souhaitent être institutrices.

Elles ne veulent manquer aucune leçon

Leur mère, Adriana, se réjouit de voir un tel plaisir d'apprendre chez ses filles: «C'est merveilleux de les voir jouer ainsi!». La famille Santos lutte jour après jour pour s'en sortir financièrement. Les deux parents sont sans formation et ils souhaitent ardemment que leurs enfants puissent se former. «C'est vraiment important. L'école ne leur procure que des avantages», pense Adriana. Sa fille de cinq ans, Maísa, peut fréquenter maintenant l'école enfantine avec le soutien de «l'équipe SAS» – bien que l'acte de naissance nécessaire pour la scolariser ait été perdu. Les aînés de la famille Santos bénéficient eux aussi d'un soutien pour aller régulièrement à l'école.

Des solutions pour les familles

La stratégie conçue par l'UNICEF ne permet pas seulement de scolariser les enfants. Elle permet aussi de trouver des solutions pour les familles confrontées à des situations difficiles. Le père, Robson Santos, était au chômage depuis longtemps; avec l'aide de «SAS», il a trouvé du travail comme balayeur de rue; depuis lors, il peut aider sa famille grâce à son salaire. Il reste ainsi aux parents davantage d'énergie pour s'occuper de leurs enfants et de leur parcours scolaire. Les deux parents aimeraient bien aller à l'école, ne serait-ce que pour être en mesure d'aider leurs enfants pour leurs devoirs scolaires. Mais malgré l'emploi de Robson, le quotidien reste très dur. Les adultes doivent mettre de côté leurs projets scolaires personnels.

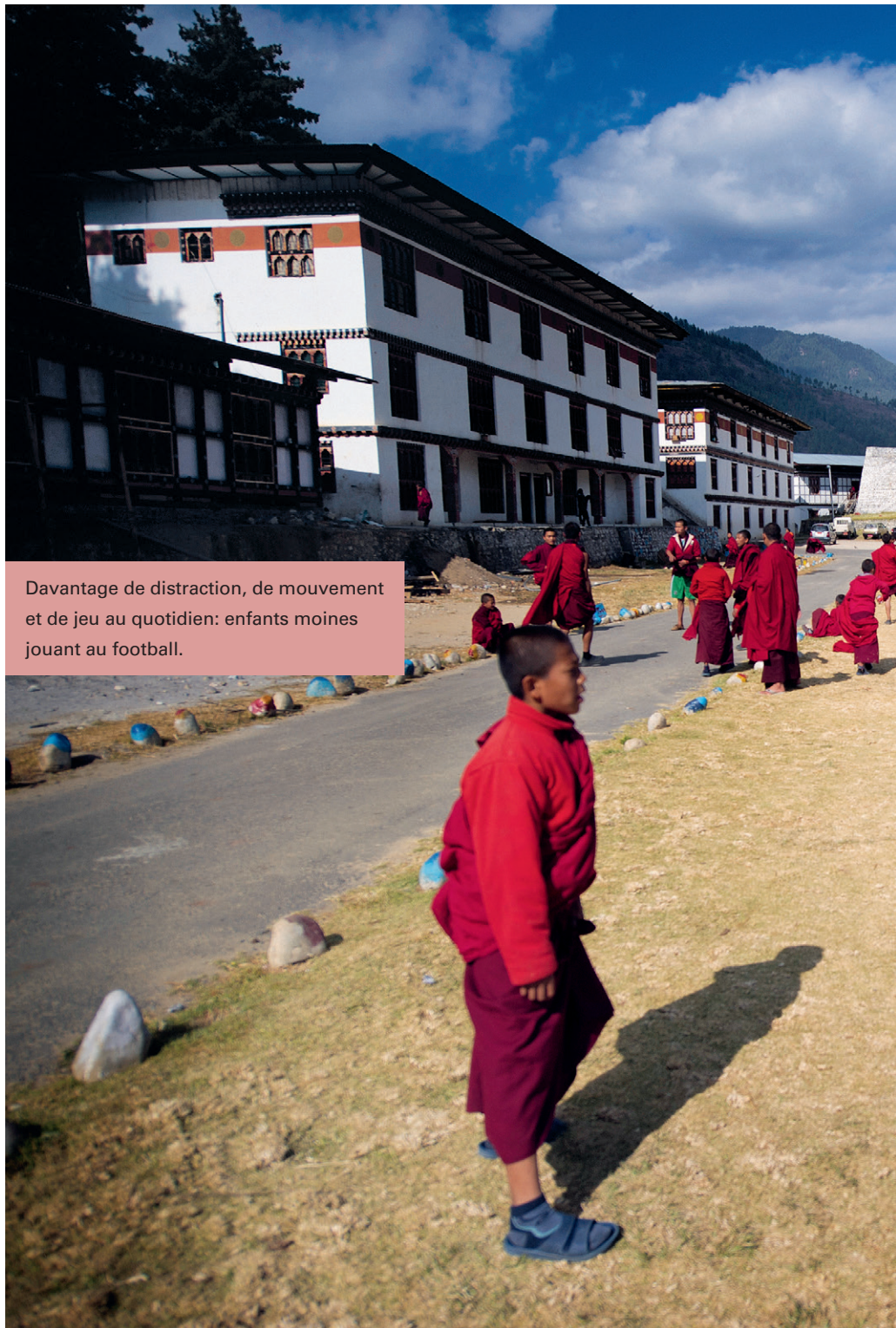
Adriana et Robson Santos suivent toutefois avec beaucoup d'amour et de confiance l'évolution de leurs enfants. Quand elles rentrent à la maison après l'école, Estefany et les autres filles s'entraident pour leurs devoirs scolaires. C'est un peu comme si l'espoir de leurs parents commençait à se réaliser. Adriana, la mère, constate: «Maintenant, elles ont la chance d'aller au-devant d'un avenir meilleur.»

Que fait l'UNICEF?

Chaque enfant a droit à l'éducation, à la santé et à la protection. Tous les garçons et les filles ont aussi le droit de s'épanouir pleinement en ayant les mêmes chances. C'est pour cette égalité que l'UNICEF se mobilise. Au Brésil, l'UNICEF s'emploie à permettre à tous les enfants, indépendamment de leur état physique et de leurs conditions sociales et économiques, de bénéficier d'une protection et d'un soutien. Les enfants qui subissent la violence, la discrimination, l'exploitation et la négligence devraient eux aussi avoir accès à des services de santé de proximité, à des mesures de protection et à une instruction scolaire de bonne qualité. L'UNICEF examine à l'aide d'études et d'analyses quels enfants sont exclus et les raisons de cette situation; l'organisation développe la protection de l'enfant, sensibilise le public et encourage la participation des enfants dans la société.

Consolider les droits des enfants dans les monastères du Bhoutan

Plus de 7000 enfants fréquentent les 400 écoles des monastères du Bhoutan, la plupart par nécessité. Beaucoup sont victimes de négligence et subissent de la violence et des abus. L'hygiène et la nourriture sont souvent insuffisantes. Ce que les filles et les garçons apprennent dans les monastères ne les prépare pas à réussir leur vie à l'extérieur. L'UNICEF s'investit activement pour améliorer les conditions de vie et la formation scolaire de ces enfants ainsi que pour la reconnaissance de leurs droits.





Pour Tashi, huit ans, et Tshering, six ans, la journée commence tôt: à quatre heures et demie, elles sont appelées à la première prière du matin par une cloche. Fatiguées ou pas, elles doivent se lever. Les deux filles vivent dans un monastère de femmes au royaume du Bhoutan. C'est l'un des 28 monastères de femmes et des 400 monastères d'hommes qui accueillent des enfants. Dans les monastères bouddhistes, la vie de tous les jours est dure. Alors qu'autrefois, un fils par famille entrait au monastère, ce sont aujourd'hui avant tout les enfants de familles pauvres, connaissant des conditions familiales difficiles, que l'on envoie dans les écoles des monastères.

Tshering et Tashi ne sont pas non plus venues au monastère de leur plein gré. Tshering a été adoptée directement après la naissance et envoyée plus tard au monastère. Tashi a fréquenté d'abord l'école publique. Puis son père est décédé et les nouvelles circonstances l'ont obligée à entrer à l'école d'un monastère. Pour les enfants enregistrés officiellement comme Tashi, l'Etat verse une certaine somme au monastère. Au Bhoutan, on dénombre en tout 5100 garçons et près de 500 filles. On estime que 2000 autres enfants non enregistrés vivent également dans les monastères.

Encourager l'hygiène et la santé

La vie au monastère signifie discipline stricte, apprentissage par cœur et travaux pénibles. Ainsi, Tashi et Tshering doivent se mettre au travail juste après la prière du matin: ranger le dortoir des nonnes ainsi que nettoyer les toilettes, faire la lessive et la cuisine. Pour les toilettes, il n'y a pas d'eau courante; les filles doivent la transporter. Dans de nombreuses écoles abritées par les monastères, les installations sanitaires sont très insuffisantes; il n'y a ni eau chaude ni savon. De ce fait, il est fréquent que les maladies de la peau, les infections provoquées par des vers et les affections

Préparer aussi à une vie à l'extérieur du monastère

Ces dernières années, les savoir-faire nécessaires pour vivre à l'extérieur des murs des monastères n'ont guère été transmis. Alors que l'anglais et les mathématiques sont enseignés dans les écoles publiques afin de préparer les enfants à être à la hauteur de l'évolution dans le monde, des enseignantes et enseignants bien formés font défaut dans la plupart des

écoles des monastères. L'UNICEF prépare donc les jeunes diplômés en pédagogie à enseigner des connaissances de base en anglais et en calcul. Pour l'heure, ils sont 90 à avoir suivi le cours préparatoire. Au cours de ces deux dernières années, plus de 2400 enfants moines ont pu bénéficier ainsi des améliorations apportées au niveau de l'enseignement.





Se sentir entouré et apprendre grâce à des méthodes appropriées: l'UNICEF s'investit pour la protection, la santé et la formation des jeunes moines et nonnes.

diarrhéiques soient répandues parmi les enfants. Grâce aux programmes de l'UNICEF, la situation s'améliore progressivement. Des monastères de plus en plus nombreux ont été équipés de toilettes et de lavabos, d'eau courante et de chauffe-eau. Les moines et les nonnes apprennent les règles d'hygiène élémentaires et des filtres à eau offrent la garantie que l'eau potable est propre. Plus de 2000 enfants bénéficient de ces progrès.

Améliorer l'instruction scolaire

En ce qui concerne leur instruction scolaire, Tashi et Tshering ont de la chance: dans leur monastère, on enseigne l'anglais. Alors que l'anglais est la langue officielle de l'enseignement dans toutes les écoles publiques, cette règle n'est appliquée que dans 75 écoles abritées par les monastères, bien que l'Organisation responsable des affaires monastiques exige l'enseignement de l'anglais et du calcul également dans les écoles des monastères. Tashi qui tire profit de l'enseignement reçu à l'école publique a déjà une certaine maîtrise, tandis que Tshering a de la peine. Mais Tashi l'aide – les deux filles sont inséparables. Leur enseignante est Karma, une jeune femme qui a suivi en 2017 un cours de dix jours, financé par l'UNICEF. Elle a appris comment concevoir un enseignement interactif, adapté aux enfants, et à rompre ainsi la monotonie de l'apprentissage par cœur des textes religieux. L'UNICEF fournit aussi aux monastères des tableaux blancs et des outils d'enseignement. Karma a toujours su qu'elle voulait travailler avec des filles et elle adore son métier. Pour les deux amies, elle est plus qu'une enseignante.

Une ouverture dans le quotidien austère et pénible des filles. Karma s'occupe d'elles aussi en dehors de l'enseignement et joue avec elles. Durant le cours de l'UNICEF, elle ne s'est pas seulement approprié des connaissances didactiques, elle a aussi gagné en assurance. Tashi et Tshering ont ainsi de bien meilleures chances de pouvoir bâtir un jour leur avenir à l'extérieur du monastère grâce à l'enseignement de Karma et à l'instruction reçue.

Protéger les droits des enfants

Les écoles des monastères préparent à une vie de moine ou de nonne: les préceptes religieux exigent discipline et obéissance. Quand les enfants ne respectent pas les règles ou ne satisfont pas aux exigences, ils se font punir – verbalement, par du travail supplémentaire qu'on leur impose ou souvent par des châtiments physiques. Leurs besoins en matière d'attention et d'affection, de nourriture équilibrée et de contacts sociaux adaptés à leur âge ne sont pas satisfaits à beaucoup d'endroits. La plupart des enfants ne peuvent pas se permettre d'aller voir régulièrement leur famille. Beaucoup de moines et de nonnes adultes ne savent pas que les enfants ont le droit d'être protégés contre la violence, l'exploitation et les abus – beaucoup d'enfants aussi l'ignorent. C'est là qu'intervient l'UNICEF. En collaboration avec les services du gouvernement et les organes de surveillance des monastères, des délégués ont été désignés et formés à l'échelon de l'Etat, de la région et des monastères; ils sont chargés de recueillir les dépositions concernant les violations des droits de l'enfant. Les enfants et les jeunes moines sont eux aussi informés de leurs droits et apprennent



à qui ils peuvent s'adresser s'ils subissent des châtiments corporels, de l'exploitation et des agressions et comment ils peuvent se protéger contre les mauvais traitements. Il n'est pas possible de savoir si Tashi et Tshering resteront toute leur vie au monastère. Cela dépend en grande partie des conditions dans lesquelles elles grandissent et de la manière dont elles sont préparées à une vie à l'extérieur du monastère. L'UNICEF se mobilise en faveur de leur bien-être et de leurs droits, afin qu'elles puissent décider un jour elles-mêmes de leur avenir.

Que fait l'UNICEF?

Au Bhoutan, l'UNICEF s'emploie à permettre aux enfants qui fréquentent les écoles des monastères d'être en bonne santé, de suivre une bonne formation scolaire et de ne plus avoir à craindre la violence ou les abus. Tous doivent avoir accès à de l'eau propre et à des installations sanitaires qui fonctionnent. La pratique de règles d'hygiène élémentaires est développée. L'UNICEF contribue aussi à former les enseignantes et les enseignants appelés à dispenser dans les monastères des cours d'anglais et de mathématiques de façon adaptée aux enfants. Les écoles des monastères sont également équipées de documentation et de matériel afin de favoriser le mouvement. Le troisième axe prioritaire concerne le développement des mesures de protection de l'enfant – en étroite collaboration avec le ministère de l'éducation et la commission des affaires monastiques. Des délégués sont désignés dans les monastères et un service spécialisé est mis en place.



Pour que tous les enfants de Bolivie puissent se nourrir sainement

La malnutrition chronique touche les filles et les garçons de Bolivie avec des effets variables: ils ont un poids insuffisant parce qu'ils ont trop peu de nourriture ou alors, ils ingèrent trop peu de nutriments, ce qui peut entraîner un surpoids. D'autres enfants souffrent des effets de la faim cachée, du manque de vitamines et de sels minéraux. L'UNICEF s'emploie à permettre à tous les enfants de s'épanouir pleinement. L'accès à des aliments sains et à des informations à ce sujet joue à cet égard un rôle essentiel.



Le centre de santé du district 8 d'El Alto, densément peuplé, est un lieu rempli de vie. Les mères attendent de pouvoir présenter leurs jeunes enfants au contrôle mensuel. Beaucoup d'enfants appartiennent à la communauté indigène Aymara et la plupart des familles ont un faible revenu. Avec La Paz, El Alto est la région de Bolivie la plus densément peuplée. L'espoir d'une vie meilleure a poussé beaucoup de gens vers les villes. Graciela Tola Condori, une jeune femme pleine d'énergie, les cheveux tressés en une natte épaisse, porte sa petite fille Yona Calle Tola dans la grande écharpe traditionnelle – l'aguayo. Quand elle attendait sa

filles cadette, elle était déjà mère de trois enfants. Avant, dit-elle, elle ne savait pas à quel point les aliments de qualité et les contrôles réguliers étaient importants pour le bon développement des enfants.

Des informations importantes pour les mères

Mais au centre de santé, les professionnels informent les mères sur les avantages d'une nourriture saine. Ils abordent le rôle d'une nourriture équilibrée durant la grossesse, l'importance du lait maternel pour les nourrissons ainsi que des repas équilibrés pour toute la famille. Graciela sait aujourd'hui que les vitamines et le lait maternel, les compléments alimentaires et les vaccins aident les enfants à être en bonne santé dès le départ.

Si elles sont bien informées, les mères parviennent mieux à assurer une nourriture saine à leurs enfants. Des chiffres à l'échelle mondiale démontrent l'importance de cette information. Car à l'échelle du globe, un enfant sur trois au moins est touché par la malnutrition – souvent avec des conséquences à vie (voir encadré). En Bolivie, 16 pour cent de tous les enfants jusqu'à 4 ans souffrent de malnutrition chronique:





C'est à la naissance de Yona, son quatrième enfant, que Graciela a pris conscience du rôle crucial des vitamines, du lait maternel et des compléments alimentaires.

Santé et responsabilité grâce aux connaissances

L'UNICEF transmet des informations sur la nutrition au centre de santé de El Alto dans le cadre de cours destinés aux mères et aux professionnels de la santé ou au grand public à l'occasion de foires dédiées à la santé. 122 professionnels du domaine médical ont approfondi leurs connaissances sur le développement et l'alimentation de la petite enfance au cours des huit premiers mois de 2019. En outre, 37 établissements ont été certifiés «Hôpitaux Amis des Bébé» en raison des efforts déployés en faveur de l'allaitement maternel.

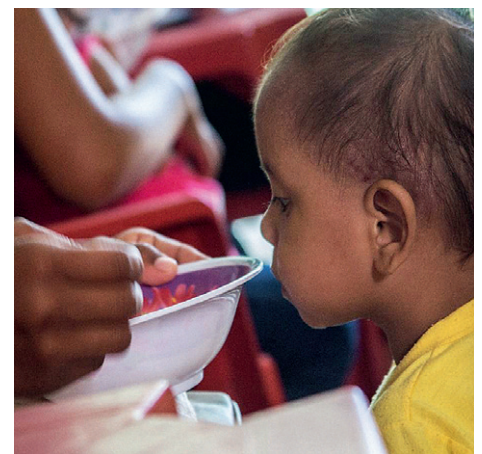


leur développement physique et mental est menacé. Dix pour cent des enfants et cinquante pour cent des femmes en âge de procréer sont en surpoids. Cela aussi est la conséquence de la malnutrition, plus précisément d'une alimentation trop riche en sucre et en graisse. De surcroît, plus d'un quart des jeunes enfants ont des carences en vitamine A et plus de la moitié des moins de cinq ans souffrent d'anémie par manque de fer.

S'occuper en priorité des enfants désavantagés

Grâce à des mesures étendues, des progrès ont été réalisés dans la lutte contre la malnu-

trition. Mais les enfants défavorisés issus de familles pauvres des régions rurales, souvent d'origine indigène, ne sont pas touchés par ces progrès. En accord avec le programme de développement national de la Bolivie, l'UNICEF souhaite assurer un accès uniforme à une nourriture saine et mettre fin à toutes les formes de malnutrition. Souvent, des aliments sains comme les fruits et les légumes ne sont pas disponibles en Bolivie ou sont trop chers. C'est pourquoi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance fournit des compléments alimentaires, des vitamines et des sels minéraux – également sous forme de poudre dont on peut saupoudrer les repas.



La malnutrition et ses différentes formes

■ **Sous-alimentation** – trop peu de nourriture. Les conséquences: la malnutrition chronique entraîne des retards de croissance chez les enfants qui souffrent de sous-alimentation avant la naissance ainsi qu'au cours des trois premières années; ils sont trop petits pour leur âge et ne peuvent pas se développer pleinement. Malnutrition aiguë:

les enfants ont un poids insuffisant, souvent avec des conséquences mortelles, d'autant plus que la pauvreté, les crises et les conflits aggravent la pénurie alimentaire.

■ **Faim cachée** – carences en vitamines et en sels minéraux. Les conséquences: vitalité réduite; leur système immunitaire étant affaibli, les enfants sont plus souvent malades, voire gravement malades.

■ **Surpoids** – ce mal ne se limite plus aux pays riches. Dans les pays pauvres aussi, le nombre des enfants en surpoids augmente – parce que les aliments pauvres en nutriments, très sucrés et très gras sont en vente presque partout. Les conséquences: problèmes cardiovasculaires, infections, obésité et diabète.

Des chances de développement égales pour tous les enfants de Bolivie



Graciela et sa fille cadette ont elles aussi bénéficié de ces mesures. «Yona a reçu tout ce qu'il lui fallait. On lui a donné des vitamines et des nutriments et je sais que la vitamine A, le fer et le lait maternel sont importants pour prévenir la cécité et les affections diarrhéiques. Je ne dois me faire aucun souci», explique Graciela. Grâce à ses nouvelles connaissances, elles se rend compte aussi qu'il est important, particulièrement durant les premières années, de faire subir des contrôles à sa fillette. Avec un large sourire, elle ajoute: «Je n'ai pas manqué un seul contrôle», tandis que sa petite regarde autour d'elle, l'air ravie.

Quand des nutriments importants manquent

■ Au niveau mondial, la **carence en fer** constitue le problème nutritionnel le plus tenace et comporte un risque d'anémie. Ceci peut entraîner des complications graves à l'accouchement, favoriser les naissances prématurées et avoir pour effet des difficultés d'apprentissage et des retards de croissance. En 2018, l'UNICEF a fourni du fer à 65 pour cent des jeunes enfants et procuré des micronutriments à 53 pour cent des enfants de Bolivie.

■ Dans les pays pauvres, un enfant sur trois est en danger en raison d'une **carence en vitamine A**, car son système immunitaire est affaibli. Durant les six premiers mois de 2019, l'UNICEF a pu fournir des compléments de vitamine A à 30 pour cent des enfants boliviens de moins de cinq ans. Cette mesure protège contre la cécité ainsi que contre l'issue mortelle de maladies évitables comme la rougeole et la diarrhée.

Que fait l'UNICEF?

Un volet important du programme de quatre ans visant à soutenir le développement de la petite enfance en Bolivie concerne une alimentation saine. L'UNICEF aide le gouvernement à introduire et à appliquer des directives pour combattre la malnutrition, intégrer la promotion d'une alimentation saine dans les services de santé et former les parents, les différentes personnes qui s'occupent des enfants ainsi que les représentants des communes sur les questions de nutrition. A part la coordination des activités, le relevé des données et la mise en place de partenariats, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance applique des mesures concrètes pour améliorer la nutrition: l'UNICEF encourage l'allaitement maternel, fournit des micronutriments et traite les enfants atteints de malnutrition. Une communication ciblée soutient la transmission de connaissances sur de meilleures habitudes alimentaires.

Chaque enfant compte

Les cas de polio ont diminué de 99 pour cent au cours de ces 30 dernières années grâce à de vastes campagnes de vaccination. Une réussite remarquable! Dans trois pays – en Afghanistan, au Pakistan et au Nigeria – la polio est toutefois encore endémique. Au Pakistan, le nombre de nouveaux cas est même en hausse. Une raison, pour l'UNICEF, de continuer de se mobiliser sans relâche – à l'aide de sa «Stratégie finale 2019–2023». Car la polio peut être éradiquée.



Rozi Ahmed a un but précis: «Je veux aider à éliminer la polio.» C'est pourquoi cet homme de 31 ans vêtu d'un kurta marron clair se tient tous les jours près du «Friendship Gate» à Chaman, une ville du Pakistan à la frontière de l'Afghanistan, et vaccine les enfants. Sa main gauche tient une canne capitonnée pour soulager sa jambe paralysée. Avec sa main droite, il délivre les gouttes protectrices. Rozi Ahmed est lui-même touché par cette maladie insidieuse. «J'avais un an quand j'ai été contaminé par le virus. Deux jours après les premiers symptômes, j'étais paralysé. Aujourd'hui, je vais mieux, mais je suis handicapé».

«Cette maladie détruit des vies»

Rozi Ahmed est conscient qu'il accomplit une tâche extrêmement importante en se tenant au «Friendship Gate». La région de

Chaman est continuellement en crise et souvent, il risque d'être écrasé par la ruée des gens qui cherchent à passer d'un pays à l'autre.

Au milieu de cette cohue, Rozi Ahmed et 40 autres auxiliaires de santé vaccinent les enfants. Leur but est de n'en manquer aucun. Car les lieux de passage comme le «Friendship Gate» font partie des points névralgiques où le virus peut transiter d'un pays à l'autre et s'y propager à nouveau. Rozi est particulièrement inquiet, car le nombre des nouveaux cas a été multiplié par six au Pakistan par rapport à l'année précédente. Jusqu'à fin octobre 2019, 77 enfants avaient attrapé la polio. Cette augmentation représente un danger considérable pour les pays voisins – comme l'Iran et l'Afghanistan. Rozi Ahmed s'investit donc plus que jamais: «Qui pourrait mieux que moi expliquer aux gens combien un vaccin est important. Je ne souhaite cette maladie à aucun enfant, elle



Le dernier kilomètre

En mettant en œuvre la «Stratégie finale pour l'éradication de la polio 2019–2023», l'UNICEF et ses partenaires s'apprêtent à franchir le dernier kilomètre: l'éradication définitive de la polio doit devenir une réalité. Cette stratégie se fonde à la fois sur l'expérience et sur les innovations. Parmi les nouveautés, il faut citer l'ouverture d'un centre régional pour soutenir les campagnes nationales de vaccination contre

la polio en Afghanistan et au Pakistan. Les capacités techniques et analytiques peuvent être ainsi développées. Le centre permet en outre d'agir en se fondant sur les données récoltées. Parmi les nouveautés, il y a aussi des équipes préparées spécialement à intervenir rapidement, les «Rapid Response Teams». Dans le cas d'un éventuel foyer de polio, ces équipes sont sur place en l'espace de 72 heures.



Une information complète: dans le cadre d'entretiens, les familles sont sensibilisées à l'importance des vaccins contre la polio.

détruit la vie». En ce qui le concerne, la polio l'a empêché d'aller à l'école. «Les obstacles dans les bâtiments étaient infranchissables pour moi. J'ai dû admettre que pour moi, il n'y avait pas de formation».

La bonne âme de Rawalpindi

Mais pourquoi y a-t-il une augmentation des cas de polio au Pakistan? Elle s'explique en premier lieu par le fait qu'en dépit de tous les efforts, près de six pour cent des enfants ne reçoivent pas les gouttes de vaccin contre la polio – parce que les personnes chargées de les vacciner ne les trouvent pas à la maison,

parce que les équipes n'osent pas pénétrer dans certaines régions pour des raisons de sécurité ou parce que les parents refusent de faire vacciner leurs enfants.

Cette dernière raison est un sujet de préoccupation particulier pour Uzma Khan. Cette femme médecin au sourire chaleureux est déléguée à la santé dans le district de Rawalpindi. En raison de son engagement inébranlable dans la lutte contre la polio, on l'appelle aussi «Soeur Teresa de Rawalpindi». «La résistance à l'égard des vaccins est en hausse», affirme Uzma Khan et elle

raconte une expérience personnelle. «Alors que nous nous trouvons dans un immeuble pour une opération de vaccination, plusieurs mères nous ont dit que leurs enfants dormaient». Dans un tel cas, il est nécessaire de bien expliquer et de discuter. «Nous essayons de faire comprendre aux mères qu'un vaccin manquant ne met pas seulement en danger leur propre enfant mais tous les enfants du voisinage». C'est pourquoi Uzma Khan prend toujours le temps de bien informer les mères. «Finalement, nous avons pu vacciner tous les enfants de l'immeuble».



Les femmes suscitent la confiance

Pour accélérer l'éradication de la polio, l'UNICEF mise dorénavant encore davantage sur les femmes pour les opérations de vaccination dans le cadre de la «Polio Endgame Strategy 2019–2023». L'expérience montre que les barrières entre les sexes peuvent freiner la réussite des vaccinations. Les femmes parviennent plus facilement à gagner la confiance des mères et à faire

tomber les éventuelles résistances contre les vaccins. En Afghanistan, 34 pour cent des personnes qui participent aux vaccinations sont des femmes; au Pakistan, les femmes représentent déjà 62 pour cent et même 99 pour cent au Nigeria.



Un contrôle simple: une auxiliaire de santé vérifie si l'enfant a une marque sur son petit doigt, ce qui signifie qu'il est vacciné.

«Une sorte de lassitude des vaccins»

Derrière des prétextes comme «les enfants dorment», il y a souvent d'autres raisons qui sont à l'origine de la résistance face aux opérations de vaccination. Pour que la protection contre la polio soit efficace chez les enfants, il est nécessaire d'administrer plusieurs doses de vaccin. C'est pourquoi les auxiliaires de santé frappent avec obstination à chaque porte lors de chaque vaccination. Souvent, les parents ne comprennent pas pourquoi leurs enfants doivent être de nouveau vaccinés, bien qu'ils l'aient déjà été peu de temps auparavant. Chaque fois, cela les dérange dans leur quotidien. Il y a donc une sorte de lassitude des vaccins qui s'est installée.

A cela s'ajoute le fait que sur les réseaux sociaux, de fausses informations se propagent: elles attisent à tel point la méfiance à l'égard du vaccin contre la polio que les mères unissent parfois leurs forces pour résister ensemble.

Uzma Khan lutte contre ces résistances: «Les enfants non vaccinés sont la raison principale pour laquelle le virus de la polio continue de circuler à Rawalpindi».

Pour mener à bien la «Stratégie finale pour l'éradication de la polio 2019–2023», l'UNICEF et ses partenaires ont mis au point de nouvelles tactiques de communication. Afin de susciter la confiance, des décideurs religieux sont désormais associés à la démarche. Il est prévu aussi d'augmenter encore

le nombre des femmes chargées d'administrer le vaccin (voir encadré). L'UNICEF entend ainsi gagner la confiance des parents et s'assurer que chaque enfant sera effectivement vacciné. Car chaque vaccination compte.

Que fait l'UNICEF?

Un monde sans polio – jamais encore, l'UNICEF n'a été aussi près du but. En 1988, la polio faisait des ravages dans 125 pays; en 2016, les pays concernés n'étaient plus que trois: l'Afghanistan, le Pakistan et le Nigeria. Nous espérons qu'ils ne seront bientôt plus que deux: depuis trois ans, aucun cas de polio n'a été détecté au Nigeria, si bien que l'OMS a l'intention de déclarer ce pays sans polio au milieu de l'année 2020. Ce sont là les résultats impressionnants de la campagne de lutte contre la polio lancée il y a trois décennies par l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé et d'autres partenaires. Plus de 20 millions d'aides bénévoles ont vacciné les enfants depuis lors et permis que nous arrivions bientôt au but: un monde libéré de la paralysie infantile.





Le parrainage de projet en quelques mots

En donnant 30 francs ou plus par mois, vous soutenez un projet bien précis qui améliore de façon durable les perspectives de vie des enfants d'une région donnée sans privilégier certains d'entre eux. Vous permettez d'aménager les infrastructures nécessaires à un développement durable. Et vous vous engagez dans un type de projet qui aborde les problèmes dans toute leur complexité. UNICEF Suisse et Liechtenstein finance actuellement des projets dans différents pays. Choisissez votre projet et soutenez ainsi des prestations pour le bien des enfants – ceux d'aujourd'hui et ceux de la prochaine génération. Nous vous tiendrons au courant de l'évolution de votre projet.

Vous pouvez soutenir l'UNICEF:

- En faisant un don
- En devenant membre
- En vous engageant dans un parrainage de projet
- En créant quelque chose de durable et en faisant un legs à l'UNICEF ou en pensant à l'organisation dans votre testament
- En vous engageant dans un parrainage avec votre entreprise
- En participant avec vos enfants à la «Semaine des étoiles»
- En achetant des cartes
- Ou en prenant contact avec nous dans l'idée d'aider efficacement les enfants.

Rendez-nous visite sur le site
www.unicef.ch ou appelez-nous.
Téléphone 044 317 22 66

Autorité, savoir et expérience au profit des enfants. Dans le monde entier.

Les problèmes complexes appellent des solutions sur mesure. En qualité de Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'UNICEF jouit d'une **autorité** qui lui permet de chercher, avec les gouvernements, des solutions qui apporteront une réponse durable à la détresse des enfants. Des solutions telles que l'Etat pourra assumer et poursuivre lui-même ce que vous avez commencé en étant donateurs.

Sans données fiables, aucun progrès n'est possible. Recueillir des données est peu attrayant, mais c'est un travail indispensable. Etant la seule organisation des Nations Unies qui se consacre à l'enfance, l'UNICEF possède un **savoir** spécialisé étendu que l'on utilise tous les jours pour venir en aide efficacement, à bas prix et durablement aux enfants du monde entier. L'UNICEF, notons-le, partage ses connaissances avec d'innombrables organisations humanitaires du monde entier.

L'argent récolté grâce aux dons est précieux, car chaque don s'accompagne d'un espoir. L'UNICEF en a pleinement conscience et gère minutieusement ces fonds. L'UNICEF bénéficie d'un excellent atout: plus de 70 ans **d'expérience**. En faisant un don à l'UNICEF, vous financez, au profit des enfants démunis, des prestations de soutien éprouvées et fructueuses.

Comité pour l'UNICEF Suisse et Liechtenstein

Pfingstweidstrasse 10 | CH-8005 Zurich
parentdumonde@unicef.ch | www.unicef.ch
Téléphone +41 (0)44 317 22 66
Compte postal 80-7211-9



unicef 
pour chaque enfant